ÉVOLUTION DU BILINGUISME FRANÇAIS-ANGLAIS AU CANADA DEPUIS 50 ANS : REFLET DE L'ÉVOLUTION DES RELATIONS ENTRE LES CANADIENS D'EXPRESSION FRANÇAISE ET ANGLAISE ?

JEAN-PIERRE CORBEIL

Jean-Pierre Corbeil est directeur adjoint à la division de diversité et statistique socioculturelle et spécialiste en chef au Centre de la statistique ethnoculturelle, langue et immigration chez Statistique Canada.

Lors des travaux de la Commission Laurendeau-Dunton, dont l'une des retombées majeures fut l'adoption en 1969 de la première *Loi sur les langues officielles*, les commissaires ont reconnu que l'affirmation du caractère bilingue du Canada ne passait pas nécessairement par le bilinguisme individuel au sein de la population. En contrepartie, le bilinguisme institutionnel français-anglais se devait de constituer l'une des expressions fondamentales de la dualité linguistique canadienne. L'objectif était de faire en sorte que « les principales institutions, tant publiques que privées [puissent] dispenser leurs services dans les deux langues à des citoyens qui peuvent fort bien, dans l'immense majorité être des unilingues ». Mais puisque l'existence de ce bilinguisme institutionnel requiert un nombre suffisant de personnes bilingues afin « d'assurer les rapports entre les deux groupes linguistiques », la Commission avait également comme mandat de « présenter des recommandations sur les moyens à prendre pour permettre aux Canadiens de devenir bilingues ».

En 1968, dans sa déclaration à la Chambre des communes sur la résolution précédant la présentation du projet de *Loi sur les langues officielles*, le premier ministre Pierre Elliott Trudeau soulignait que « l'exemple le plus important de [la] diversité [du pays] est sans aucun doute l'existence des deux principaux groupes linguistiques, qui sont tous deux assez importants et riches en ressources matérielles et intellectuelles pour résister aux forces de l'assimilation. Dans le passé, soulignait-il, nos institutions publiques n'ont pas reflété adéquatement cette réalité, qui est à la base de notre pays ». Il poursuivait en affirmant que « Nous croyons en

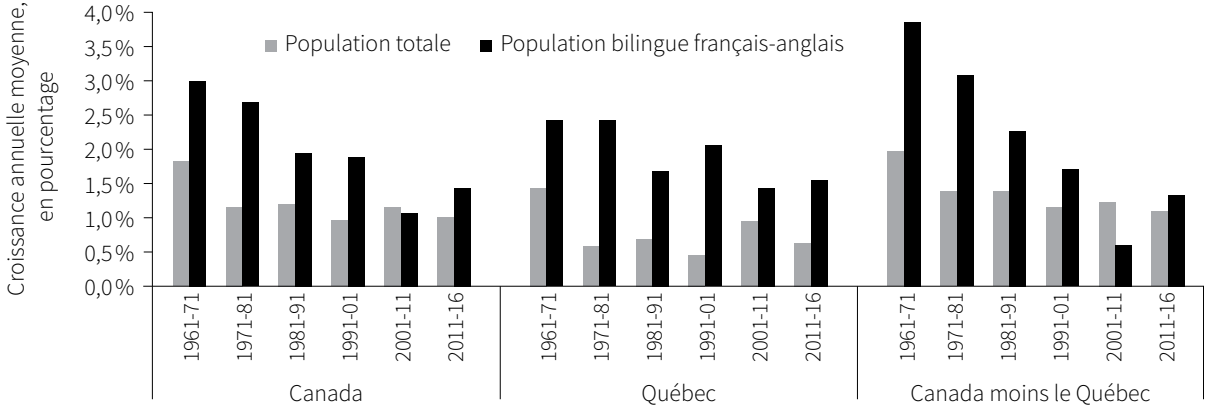
deux langues officielles et en une société pluraliste, non seulement comme une nécessité politique, mais comme un enrichissement ».

Depuis l'adoption de la première *Loi sur les langues officielles* en 1969, le nombre de personnes déclarant pouvoir soutenir une conversation dans les deux langues officielles du pays lors du recensement est passé de 2900000 en 1971 à 6216000 en 2016. Le taux de bilinguisme français-anglais est ainsi passé de 13,4 % à 17,9 % au cours de cette période. De plus, notons qu'en 1971, 57 % de la population bilingue français-anglais du pays résidait au Québec. En 2016, cette proportion était de 62 %.

Cette croissance du bilinguisme français-anglais n'a cependant pas été constante. Comme le montre le graphique 1, le bilinguisme français-anglais a connu une croissance très importante entre 1961 et 1981 au Canada, et tout particulièrement au Canada hors Québec. De fait le taux de croissance annuel moyen du bilinguisme français-anglais au cours de cette dernière période a été plus du double de celui de l'ensemble de la population. Cette forte croissance témoignait d'un intérêt croissant chez plusieurs Canadiens pour l'apprentissage du français comme langue seconde, notamment en raison des avantages économiques qui pouvaient y être associés.

Au Québec, l'écart entre le taux de croissance moyen de la population bilingue et celui de la population totale de la province a été systématiquement très important, à l'exception de la période 2001 à 2011. Au Canada hors Québec, le taux annuel moyen de croissance de la population bilingue a diminué de façon soutenue depuis 1971, mais semble avoir connu un regain important entre 2011 et 2016.

GRAPHIQUE 1 : TAUX DE CROISSANCE ANNUELLE MOYEN DE LA POPULATION TOTALE ET DE LA POPULATION BILINGUE FRANÇAIS-ANGLAIS, ENTRE 1961 ET 2016, CANADA, QUÉBEC ET CANADA HORS QUÉBEC



Plusieurs facteurs permettent d'expliquer cette situation, notamment le fait que la croissance de la population totale, principalement alimentée par l'immigration internationale, a été beaucoup plus forte dans l'ensemble du Canada hors Québec qu'au sein de cette dernière province. Toutefois, l'immigration n'est certes pas le seul facteur qui fait en sorte qu'entre 1971 et 2011 la proportion de la population capable de soutenir une conversation dans les deux langues officielles du pays soit passée de 8,0 % à 9,8 % seulement au Canada hors Québec, comparativement à une évolution de 27,6 % à 44,5 % au Québec. De fait, l'une des principales sources d'explication tient au phénomène de la non-rétention des acquis dans la langue seconde chez les jeunes dont l'anglais est la première langue officielle parlée au Canada hors Québec.

Outre les programmes réguliers obligatoires de français langue seconde, lesquels n'entraînent généralement que très peu de rétention des acquis dans la langue seconde à moyen terme, c'est l'engouement pour les programmes d'immersion en français qui a fait en sorte que de nombreux jeunes ont été exposés de façon intensive à l'apprentissage du français langue seconde. Alors qu'au début des années 1970, à peine quelques milliers de jeunes étaient inscrits à de tels programmes, une forte croissance s'est amorcée au début des années 1980.

Ainsi, au début de l'année scolaire 1981-1982, moins de 50000 jeunes au Canada hors Québec étaient en immersion française. Les derniers résultats disponibles (année scolaire 2016-2017) révélaient que près de 450000 jeunes étaient inscrits dans un tel programme. Après avoir connu une relative stabilité entre 1995 et 2005, le nombre d'inscriptions s'est depuis accru de plus de 35 %.

Malgré cet engouement pour les programmes d'immersion en français au Canada hors Québec, et malgré le fait que ceux ayant fréquenté un tel programme soient beaucoup plus susceptibles de maintenir à moyen terme leur bilinguisme français-anglais que les jeunes ayant fréquenté un programme d'enseignement régulier du français, on assiste néanmoins à une érosion des acquis au fil du temps.

Alors que le taux de bilinguisme chez les jeunes de langue anglaise à l'extérieur du Québec atteignait généralement son plus haut niveau lorsque ces jeunes étaient âgés de 15 à 19 ans, soit au moment où se terminent les études secondaires, depuis 2006, c'est chez les jeunes âgés de 10 à 14 ans qu'on observe le taux le plus élevé. En 2016, le taux de bilinguisme français-anglais parmi ce groupe d'âge atteignait environ 15 % comparativement à près de 13,5 % chez les jeunes de 15 à 19 ans. Dans la mesure où de plus en plus de parents inscrivent leurs enfants dès la maternelle ou la première année en immersion française, il y a fort à parier qu'on observera une hausse du bilinguisme français-anglais également au sein des 15 à 19 ans lors du prochain recensement. On semble également observer une croissance notable du nombre de parents de langue anglaise qui choisissent d'envoyer leur enfant dans une école de langue française.

Toutefois, selon les principaux scénarios des dernières projections linguistiques effectuées par Statistique Canada, à l'exception de la Saskatchewan, toutes les provinces à l'ouest du Québec devraient connaître un taux de croissance plus élevé de leur population non bilingue (français-anglais) que celui de leur population bilingue. Pendant ce temps, dans l'ensemble du pays, le Québec devrait demeurer

le principal moteur de croissance du bilinguisme français-anglais au pays, ce qui ferait en sorte, selon ces mêmes projections, que le bilinguisme se situerait autour de 18,5 % à l'horizon 2036.

Les résultats de ces projections linguistiques révèlent également que l'enjeu de la rétention des acquis en français parmi la population ayant l'anglais comme première langue officielle parlée au Canada hors Québec semble beaucoup plus important que celui de la croissance de la non-connaissance du français chez les immigrants. L'on serait en effet porté à croire qu'étant donné que la majorité des immigrants arrivent au pays à l'âge adulte, un âge où l'apprentissage d'une seconde, voire d'une troisième, langue est plus difficile, une croissance de la population immigrante risquerait de constituer un frein important à l'évolution du bilinguisme français-anglais parmi la population de langue anglaise. Or, les résultats des projections linguistiques révèlent que même en utilisant un scénario théorique suivant lequel le Canada n'accueillerait aucun immigrant entre 2017 et 2036, le taux de bilinguisme français-anglais ne progresserait que d'un point de pourcentage par rapport au résultat tiré du scénario de référence, lequel s'appuie sur les tendances des 15 dernières années. Du reste, l'on n'observe aucune différence entre les taux de bilinguisme des jeunes immigrants de langue anglaise et ceux des jeunes nés au Canada.

C'est donc du côté de la non-rétention des acquis à moyen ou à long terme que se joue l'évolution du bilinguisme français-anglais au pays, au Canada hors Québec tout particulièrement.

Toujours selon les projections linguistiques pour la période 2011 à 2036, si les jeunes au Canada hors Québec qui ont déjà acquis la capacité de soutenir une conversation dans les deux langues officielles au moment de terminer leurs études secondaires (autour de 17 ans) parvenaient à maintenir leurs acquis dans leur langue seconde, la proportion de ceux qui seraient toujours bilingues à l'horizon 2036 pourrait passer à 11,5 % comparativement au 6,7 % obtenu selon le scénario de référence (c'est-à-dire celui reposant sur les tendances observées entre 2001 et 2011). De plus, si l'on doublait le nombre de ces jeunes bilingues âgés de 5 à 14 ans et que ceux-ci maintenaient leurs acquis en français, cette proportion pourrait se situer à 13,6 % en 2036.

Quelles seraient les conséquences d'un tel progrès sur le taux de bilinguisme à l'échelle du pays ? De 18,5 % (scénario de référence), le maintien des acquis en français après l'âge de 17 ans parmi la population de langue anglaise de l'extérieur du Québec pourrait faire en sorte que 22,5 % de la population canadienne pourrait converser dans les deux langues officielles du pays. Et si l'on doublait le nombre de jeunes bilingues âgés de 5 à 14 ans à l'extérieur du Québec et que ceux-ci pouvaient maintenir leurs acquis en français, cette proportion pourrait atteindre 24,4 %, soit près du quart de la population canadienne.

Ces scénarios, bien que théoriques, se traduisent par des résultats qui nous interpellent sur les facteurs qui peuvent contribuer au maintien, voire à la progression de la connaissance des deux langues officielles au pays. L'exposition dès le jeune âge à l'apprentissage des deux langues officielles et son maintien au fil du temps représente sans aucun doute une richesse indéniable et un atout précieux dans le développement personnel d'un individu. Elle permet également d'établir des passerelles et

un dialogue entre les locuteurs des communautés de langue officielle du pays.

Bien que le taux de bilinguisme français-anglais au pays ait progressé depuis l'adoption de la *Loi sur les langues officielles* en 1969 et bien que de nombreux Canadiens aient été exposés à l'apprentissage des deux langues officielles, plusieurs défis demeurent. L'enrichissement associé aux deux langues officielles, dont parlait Pierre-Elliot Trudeau en 1968, a déjà été démontré et expérimenté par de nombreux Canadiens. Toutefois, le fait que le Québec soit le moteur de la croissance du bilinguisme français-anglais au pays, lire essentiellement que la population de langue française maîtrise de plus en plus l'anglais, alors que la population de langue anglaise à l'extérieur de cette province voit son niveau de connaissance du français stagner appelle à une réflexion quant aux mécanismes et aux initiatives prometteuses qui pourraient permettre aux Canadiens de tirer profit et richesse de cette opportunité de dialogue et d'ouverture à l'autre.